

Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

97-3 | 2009

Le tourisme montagnard au crible de la durabilité

L'espace montagnard comme objet de consommation. Les Pyrénées à l'époque globale

Ismael Vaccaro et Oriol Beltran



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rga/1081>

DOI : 10.4000/rga.1081

ISSN : 1760-7426

Éditeur

Association pour la diffusion de la recherche alpine

Référence électronique

Ismael Vaccaro et Oriol Beltran, « L'espace montagnard comme objet de consommation. Les Pyrénées à l'époque globale », *Revue de Géographie Alpine | Journal of Alpine Research* [En ligne], 97-3 | 2009, mis en ligne le 11 décembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rga/1081> ; DOI : 10.4000/rga.1081

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.



La *Revue de Géographie Alpine* est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'espace montagnard comme objet de consommation. Les Pyrénées à l'époque globale

Ismael Vaccaro et Oriol Beltran

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduction : Accent Mondial

Marchandisation des montagnes

- 1 Au cours des dernières décennies, les Pyrénées catalanes ont connu d'importantes transformations socio-économiques et environnementales. Une nouvelle vague de pratiques s'est littéralement abattue sur ces montagnes. Les zones protégées, les stations de ski et les musées culturels constituent les principaux éléments de ce mouvement de territorialisation. Ces changements privilégient la conservation de la nature, les loisirs et la préservation de la culture traditionnelle. Ce processus entraîne inévitablement des changements dans l'économie et l'identité des communautés montagnardes accompagnés d'effets sur l'écologie de la région (Vaccaro et Beltran, 2007)¹.
- 2 Les conditions qui ont contribué aux formes actuelles d'appropriation territoriale et culturelle ne sont toutefois pas récentes, mais résultent d'un long processus amorcé il y a environ deux siècles.
- 3 Les six districts (comarcas) pyrénéens et les quatre districts pré-pyrénéens de Catalogne s'étendent sur 965 324 hectares. Dans ces districts, il existe actuellement au moins 80 zones bénéficiant d'un certain niveau de protection environnementale et représentant un total de 403 047 hectares, soit 41,75 % de leur superficie. Dans la zone étudiée, le Plan d'espaces d'intérêt naturel (PEIN, Pla d'Espais d'Intèrès Natural en catalan), approuvé en

1995, identifie un parc national (Aigüestortes i Estany de Sant Maurici), trois parcs naturels (Alt Pirineu, Cadí-Moixeró et Zona Volcànica de la Garrotxa), un site naturel d'intérêt national (Massís del Pedraforca) et cinq réserves nationales de chasse (Alt Pallars-Aran, Boumort, Cerdanya-Alt Urgell, Cadí et Freser-Setcases).

- 4 Les Pyrénées catalanes regroupent également 21 stations de ski². Il est difficile de dire combien d'hectares sont touchés par ces stations. Il est toutefois évident que l'empreinte sociale et écologique d'une station de ski affecte bien plus de territoire que les infrastructures de la station elles-mêmes. La part du territoire et des ressources dont a besoin toute station dépasse les limites de la localité qui renferme les pistes : nous parlons ici de l'eau, de l'hébergement, des routes, des services et des infrastructures en général. Le Pallars Sobirà, par exemple, avec ses 137 792 hectares, a plus des deux tiers de son territoire sous un certain niveau de protection environnementale et se trouve aussi affecté, d'une manière ou d'une autre, par sept stations de ski. Le Val d'Aran, dont 59,3 % des terres sont soumises à une certaine forme de politique de conservation, accueille la plus grande station de ski de la région (Baqueira Beret) sur une zone de 1 922 ha, avec 104 Km de pistes balisées et une capacité de 56 403 skieurs par heure.

Tableau 1. Districts et zones protégées dans les Pyrénées catalanes (2008).

—	Population	Superficie totale (ha)	Superficie protégée (ha)	% de superficie protégée	Zones PEIN
Alt Urgell	21 942	144 748	49 052	33,89	11
Alta Ribagorça	4 332	42 686	20 929	49,03	5
Berguedà	41 488	118 489	38 128	32,18	12
Cerdanya	18 658	54 657	20 639	37,76	4
Garrotxa	54 437	73 539	39 439	52,63	5
Pallars Jussà	13 715	134 308	46 217	34,41	9
Pallars Sobirà	7 446	137 792	95 683	69,44	7
Ripollès	26 831	95 624	33 723	35,27	10
Solsonès	13 685	100 121	21 693	21,67	7
Val d'Aran	10 194	63 360	37 543	59,25	10
Total	212 728	965 324	389 475	41,75	80

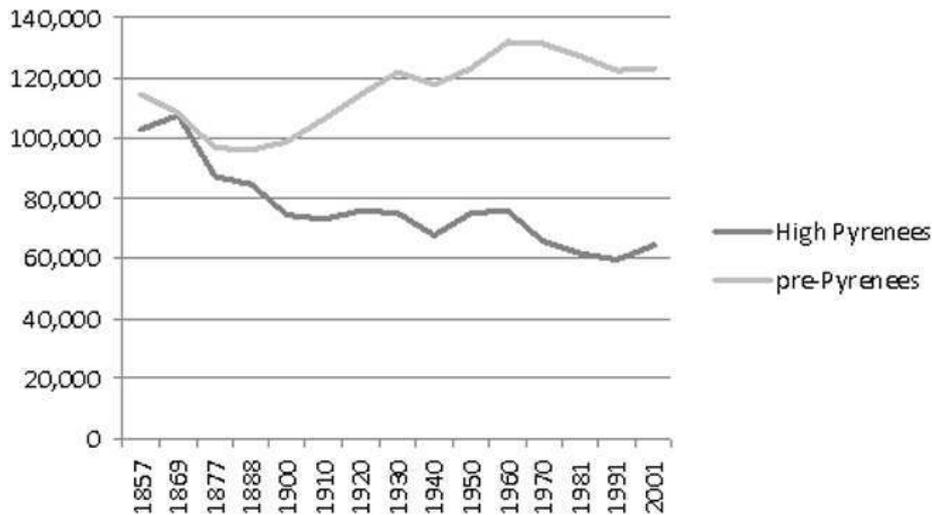
idescat.net et gencat.cat.

- 5 En outre, ces districts ont connu l'apparition d'un nombre significatif de « musées culturels », des musées qui décrivent les anciens modes de vie et la culture matérielle des bergers transhumants, des mineurs de charbon, des bucherons, des floteurs de bois, des producteurs de sel, des ouvriers du textile, etc., c'est-à-dire les principaux acteurs de la vie sociale de ce territoire jusqu'à il n'y a pas si longtemps³.
- 6 Parcs, stations et musées relient ces régions, souvent en marge de la société nationale ou régionale sur le plan historique, à travers des réseaux gouvernés par des ensembles de valeurs très spécifiques, étroitement associées aux économies des loisirs et des services. La plupart de ces initiatives sont, peut-on penser, conçues pour les visiteurs étrangers, touristes ou écotouristes. Si l'on considère que les valeurs naturelles et culturelles des montagnes méritent d'être protégées, c'est qu'elles sont, dans une certaine mesure, associées au patrimoine national ou humain. Ce processus est appelé « patrimonialisation » : ces valeurs sont préservées, car elles sont précieuses non seulement pour les communautés locales mais pour l'ensemble de la société nationale.
- 7 Ces nouvelles activités ont entraîné la création de deux modèles touristiques différenciés : un tourisme de masse, concentré principalement autour de grands complexes immobiliers, et un tourisme à petite échelle, souvent appelé « tourisme de qualité », lié à l'écotourisme. Bien qu'ils présentent des caractéristiques différentes, les deux modèles se recoupent et interagissent souvent de façons très complexes. Les analyser en tant qu'entités complètement distinctes serait une erreur.

Gouvernement, marché et histoire

- 8 Au début du XIX^e siècle, la majeure partie de la population pyrénéenne travaillait encore dans l'agriculture et l'élevage. C'est au fond des vallées, où les espaces plats, rares mais précieux, sont adaptés à la pratique de l'agriculture et où le potentiel de connectivité avec les plaines est supérieur, que l'on trouvait les principales zones d'habitation. Les chaînes de montagnes étaient néanmoins remplies de petits villages, de hameaux et de fermes isolées.
- 9 L'État espagnol moderne est apparu durant la deuxième décennie du siècle. Pour parvenir à l'efficacité moderne, les responsables chargés de restructurer l'organisation administrative du pays décidèrent d'appliquer une série de critères rationnels et normalisés tels que la taille démographique minimum, la connectivité avec les marchés et la viabilité économique. Seules les communautés qui se conformaient à ces critères pouvaient obtenir le statut de municipalité. En outre, seules les communautés devenues municipalités avaient droit aux services publics. Il s'agissait de la première grande vague de politiques de territorialisation établies par l'État espagnol moderne. La plupart des petites communautés situées à proximité du sommet des massifs et des cols de montagnes n'ont pas pu obtenir ce statut juridique.
- 10 Dans le district de Pallars Sobirà, la modernisation de la structure municipale de l'État espagnol a également contribué à la dissolution des villages. Après 1842, au moins 30 communautés avaient disparu des recensements officiels. Cette « mortalité » n'est comparable qu'avec les disparitions dues à l'accélération du dépeuplement durant la décennie 1970 avec 16 pertes. En 2005, le Pallars Sobirà ne comptait plus que 15 municipalités.

Figure 1. Évolution démographique des Pyrénées catalanes.

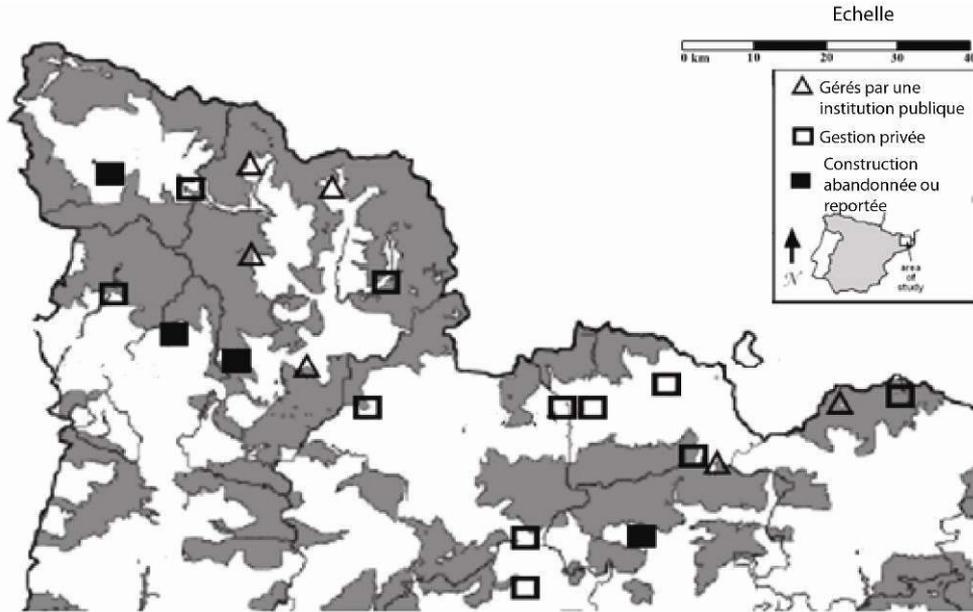


idescat.net.

- 11 L'État a simultanément défini les deux vagues suivantes de politiques de territorialisation : les campagnes de libération des fiefs taillés (1850-1900) et la campagne d'expropriation menée par le corps des ingénieurs forestiers (1900-1960)⁴. Dans le premier cas, les expropriations avaient pour but d'introduire des terres théoriquement improductives sur le marché de l'immobilier. Suite aux recommandations des ingénieurs forestiers, dans le second cas, des milliers d'hectares ont été expropriés. Les usages traditionnels du paysage ont été considérés comme nuisibles et générateurs d'érosion. Les terres confisquées dès lors ont été clôturées, conservées et gérées par des institutions gouvernementales.
- 12 Ces soubresauts socio-économiques n'ont pas été sans conséquences pour l'environnement des montagnes catalanes. Aujourd'hui, les anciennes terrasses agricoles recouvrent toujours des pentes impossibles, mais sont désormais peu cultivées. Les terrasses sont les témoignages silencieux d'une époque où ces montagnes étaient densément peuplées et où l'agriculture et l'élevage étaient les principales activités productives. Ces terrasses s'enfoncent profondément dans des forêts qui n'existaient pas lorsque ces montagnes constituaient un paysage agraire fonctionnel.
- 13 Cette influence anthropique clé sur l'écologie de la région, généralisée mais de faible intensité, a été complètement transformée par l'irruption de l'industrialisation dans les plaines. Le dépeuplement, qui s'est amorcé dans les parties supérieures des massifs et s'est propagé dans les vallées, a permis de réduire la pression humaine exercée sur l'environnement. La forêt a commencé à recoloniser des champs abandonnés depuis longtemps et des espèces charismatiques sont retournées dans les montagnes du fait de processus naturels ou d'une réintroduction.
- 14 Cette situation a préparé le terrain à la transformation économique suivante de ces montagnes. À la fin du XX^e siècle, les Pyrénées étaient caractérisées par de faibles densités, des communautés principalement concentrées dans les villages, des montagnes essentiellement dépourvues d'habitants permanents et des forêts exubérantes en

expansion. Ces nouvelles caractéristiques ont alors suscité une nouvelle vague de politiques de territorialisation, la quatrième depuis le début du XIX^e siècle et l'émergence de l'État espagnol moderne : la mise en place généralisée de zones protégées.

Carte 1. Territoires intégrés au réseau Natura 2000 de zones protégées (2006) et de stations de ski (publiques, privées et qui ont cessé de fonctionner).



gencat.cat (carte préparée par L. Zanotti).

- 15 Les mêmes caractéristiques ont facilité l'apparition des stations de ski. Tourisme d'aventure et tourisme du ski ont permis un renouveau social dans beaucoup de ces zones. La reprise démographique relative observée ces dix dernières années dans certains districts pyrénéens peut être associée à cette transformation économique. Le secteur des services génère des revenus significatifs en termes de salaires et de profits du fait de la spéculation foncière. L'on peut toutefois se demander si les avantages économiques sont répartis équitablement entre les communautés montagnardes et s'ils compensent les dommages à long terme sur le patrimoine social et écologique.
- 16 La mise en place de zones protégées et de stations de ski a davantage de répercussions sur l'espace que sur les ressources spécifiques. Cela s'est donc traduit par une appropriation territoriale et une urbanisation du paysage à des fins de consommation. Des initiatives publiques et privées sont en concurrence pour les meilleures zones montagneuses. Le but peut en être la conservation ou la spéculation, mais, dans les deux cas, le territoire est réservé à de nouveaux usages et à des enjeux de développement local. La beauté nouvellement perçue des Hautes-Pyrénées, associée à l'amélioration des infrastructures et à la création d'attractions touristiques telles que des parcs et des stations de ski, a conduit à un développement spectaculaire des processus d'urbanisation du territoire.

Tableau 2. Évolution du nombre de résidences secondaires (1960-2001).

	1960	1970	1981	1991	2001
Alt Urgell	87	437	1 093	1 094	2 035

Alta Ribagorça	19	123	247	648	867
Cerdanya	532	1 052	3 692	6 776	9 072
Pallars Jussà	105	619	1 960	1 946	2 649
Pallars Sobirà	21	204	1 065	1 797	2 235
Val d'Aran	18	347	2 676	3 980	4 345
Total	782	2 782	10 733	16 241	21 203

Campillo et Font 2004.

- 17 De nouvelles résidences sont construites et les anciennes sont rénovées pour offrir des résidences secondaires aux citoyens. Ces résidences, utilisées les week-ends ou pour de courtes périodes pendant les vacances d'été, restent vides une bonne partie de l'année. Certains petits villages deviennent ainsi des communautés fantômes pendant la quasi totalité de l'année. Par ailleurs, des immeubles d'habitation entourent des villes telles que Sort ou Esterrri d'Aneu. Ces noyaux génèrent leur propre développement urbain. Les appartements restent cependant fermés presque toute l'année.
- 18 Le territoire a été littéralement jeté sur le marché, où il doit rivaliser avec d'autres régions offrant le même produit : les loisirs. Ce processus de marchandisation dépend de l'insertion virtuelle des zones rurales commercialisées dans l'imaginaire urbain par l'intermédiaire de la publicité et des médias. Les valeurs et l'attrait sont évoqués à travers des images et des mots dans les écoles, les émissions de télévision et les médias en général. Le territoire devient, pour ainsi dire, un flux d'informations reliant le produit aux consommateurs potentiels.
- 19 Les flux saisonniers de consommateurs urbains qui visitent temporairement la région représentent l'étape suivante. La consommation de l'espace rural est alors le résultat d'un flux double et inverse : informations et personnes. Bien que l'expansion de l'industrie du tourisme ait permis de créer des emplois au niveau local et de retenir ainsi une certaine jeunesse dans la région, les propriétaires de résidences secondaires, les skieurs et les touristes en général ne contribuent pas à un regain régulier de la vitalité sociale des communautés locales. Les petits villages dominés par le phénomène des résidences secondaires sont vides une bonne partie de la semaine, voire de l'année. Les propriétaires de résidences secondaires ne prennent pas part au potentiel démographique ni à la vie sociale quotidienne de ces villages, principalement caractérisés par des maisons vides et une population vieillissante (Butler, 1994). En outre, l'existence d'un important marché de l'immobilier, stimulé par la demande touristique, a contribué à la hausse des coûts du logement préjudiciable à la population locale, en particulier aux jeunes. De nos jours, presque 53 % des logements des districts pyrénéens sont utilisés comme résidences secondaires.

Patrimonialisation et consommation

- 20 Les montagnes ont été radicalement réinventées pour devenir un patrimoine naturel ou un espace de loisirs. Ces nouveaux usages se traduisent par la requalification symbolique, économique et juridique du territoire. Il est intéressant de noter qu'ils impliquent un type spécifique d'acteurs extérieurs. Les politiques de conservation sont généralement énoncées et soutenues par l'État. Les stations de ski, qui nécessitent des investissements initiaux colossaux, sont généralement hors de portée des communautés locales, ce qui implique la participation d'un certain type d'entreprise ou de consortium. Elles tendent toutefois à rechercher et à collaborer avec une partie des élites locales. Finalement, ce sont de grandes institutions extérieures qui s'approprient l'espace.
- 21 Ces appropriations visent à prendre le contrôle des ressources importantes que représentent une nature unique et un fort potentiel de loisirs. On peut prétendre que ces deux types d'appropriation ont des motivations radicalement distinctes. Les politiques de conservation sont conçues pour protéger la biodiversité alors que les stations de ski sont conçues pour faire de l'argent. En outre, les stations de ski dégradent parallèlement la biodiversité. Ces deux types d'appropriation partagent néanmoins quelques traits communs : (1) elles requièrent de grands espaces ; (2) elles sont conçues et gérées par des institutions extérieures ; (3) les usages traditionnels locaux sont exclus ou strictement réglementés ; (4) elles impliquent des changements substantiels des régimes de propriété en place ; (5) les consommateurs potentiels, tels que les skieurs ou les visiteurs, sont pour la plupart des étrangers ; et, (6) dans les deux cas, la nature est assimilée à un lieu de divertissement ou à un patrimoine naturel.
- 22 Les zones protégées sont davantage que de simples nécessités écologiques, elles sont des processus politiques d'appropriation du territoire et des ressources. La création d'un parc ou d'une réserve entraîne l'établissement de nouvelles limites et de nouvelles réglementations territoriales. La zone concernée est alors immédiatement transformée, et les droits et devoirs associés à la propriété se trouvent modifiés par ces nouvelles règles. Il s'agit donc bien d'un processus politique (Stonich, 2000), qui s'efforce tantôt de protéger, tantôt de restaurer un type spécifique d'environnement. Mais la nature étant dynamique et instable, en mutation permanente (Scoones, 1999), la conservation requiert souvent de figer une situation écologique ou d'en transformer une autre. Dans les deux cas, on parle de génie écologique. L'objectif des politiques de conservation est de gérer un paysage, d'y intervenir et de le modifier si nécessaire (Vaccaro et Beltran, 2009).
- 23 Afin de gérer efficacement le paysage dans leur juridiction, une évaluation des ressources et une identification de leur localisation sont nécessaires. Protéger un paysage consiste à le maintenir de façon stable dans un état satisfaisant. Ce besoin de manipuler la situation écologique d'un paysage, associé à l'obligation d'information et de communication faite aux parcs, dans le cadre des politiques publiques qu'ils conduisent, conduit au concept de « muséification ». Les zones protégées préservent un patrimoine naturel collectif et cet héritage est exposé aux visiteurs. La nature est présentée à travers des brochures, des randonnées pédestres guidées ou des expositions. La nature transparait dans la culture et est exposée à travers des outils pédagogiques dont les musées représentent le modèle le plus abouti. La nature, en d'autres termes, est gérée à différents niveaux. Les zones protégées, comme les musées, exposent la culture et le patrimoine aux sociétés (Honey, 1999 ; King et Steward, 1996 ; Whelan, 1991). L'écotourisme apparaît comme un outil de

développement pouvant apporter une légitimité au processus de conservation (Boo, 1990 ; Haenn, 2005).

- 24 Ces musées à ciel ouvert occupant le sommet des massifs ont leurs homologues au fond des vallées. C'est là, dans les villes, que l'on rencontre des musées culturels, qui exposent les modes de vie traditionnels et moins traditionnels au visiteur. Outils, vêtements, logements, coutumes et traditions sont rassemblés et expliqués aux visiteurs. En général, ils représentent l'image idéale d'un type spécifique d'individu : bergers, mineurs, floteurs de bois, etc. (Cohen, 1988 ; Harkin, 1995). La vie quotidienne et la tradition sont alors intégrées comme patrimoine dans une autre institution muséistique. Une version cohérente et généralement uniforme du passé est construite et communiquée aux touristes (Howell, 1994 ; Kirshenblatt-Gimblett, 1998).
- 25 Ce processus de reconstruction et de reproduction du passé, à la fois réel et imaginé, limite souvent les institutions et les comportements locaux. Les conseils municipaux, par exemple, établissent des règlements obligeant les nouvelles constructions à respecter des styles dits traditionnels. La population locale doit négocier de nouvelles réglementations tentant de concilier culture, nature et tourisme. Les villages sont supposés paraître à la fois traditionnels et propres, ce qui n'est pas facile lorsque l'économie traditionnelle est basée sur l'élevage et l'agriculture. Il est intéressant de noter que les personnes pratiquant des activités traditionnelles sont la plupart du temps en désaccord avec les mesures de « traditionalisation », destinées à attirer les touristes et encouragées par la population locale qui dépend du tourisme, et non des activités traditionnelles.
- 26 Les versions de l'histoire expliquées dans les musées locaux sont aussi le résultat de tensions politiques et, résultent finalement, d'un compromis entre historiens, anthropologues, communautés locales, idéaux et besoins du marketing (Dicks, 1999 ; Prats, 1997). Ces versions de l'histoire, de la nature et de la culture sont le résultat de négociations politiques contemporaines et plus anciennes entre visions romantiques, raisons économiques, réalités locales et dynamiques institutionnelles et individuelles (Darby, 2000 ; Nogué et Vicente, 2004). Elles incluent nécessairement des explications détaillées des interactions entre sociétés traditionnelles et territoire, et, que ce soit dans les sociétés agricoles, pastorales ou minières, les humains sont décrits comme fortement attachés au territoire local et à la nature. Ce fait, qui est présenté de manière discursive comme étant opposé à nos sociétés commerciales déshumanisées et dénaturées, ouvre ainsi la voie à une réhabilitation des sociétés traditionnelles.
- 27 Nature et culture ne font plus qu'un à plusieurs niveaux : (1) elles font partie intégrante d'un tout appelé paysage ; (2) toutes deux jouissent d'une légitimité historique qui transforme la nature en une partie de notre culture, et la culture traditionnelle en une partie de nos racines naturelles ; et, (3) en raison de cette légitimité historique, toutes deux deviennent un héritage collectif et sont, par conséquent, protégées par des musées et des politiques de conservation. La nature est également exploitée par le développement des stations de ski afin de proposer des activités de loisir (la culture du loisir). Ces trois éléments réunis offrent un produit auquel la société nationale de consommateurs à plus grande échelle accorde une grande valeur et qu'elle souhaite acquérir (Crandall, 1980 ; Urry, 1990).
- 28 Ces vallées deviennent ainsi, d'une manière ou d'une autre, des parcs de loisirs thématiques. Leurs natures et leurs cultures sont intégrées par ce processus de muséification des valeurs naturelles et culturelles, et de réhabilitation de la culture dite traditionnelle. La culture est toutefois difficile à vendre durant l'hiver long, froid et

enneigé de ces montagnes. Loisirs, nature et culture prédominent donc tour à tour selon la saison.

Un avenir incertain

- 29 Les initiatives privées visant la construction de stations de ski ont été la plupart du temps associées au développement de complexes résidentiels et à la fourniture de services complémentaires destinés à répondre aux besoins des visiteurs saisonniers. L'analyse de l'exploitation économique des différentes stations de ski catalanes n'offre qu'un seul cas de station réellement rentable en soi : Baqueira dans le Val d'Aran. Cette station est considérée comme la seule grande infrastructure de ski des Pyrénées catalanes. Le besoin d'investissements importants dans la construction de nouvelles remontées et, en particulier, l'installation de canons à neige artificielle (de plus en plus importante pour faire face à la variabilité du climat associée au changement climatique mondial), place les autres stations dans une situation bien moins rentable. Les subventions publiques accordées à ce secteur n'ont pas été limitées au marketing et à l'amélioration des infrastructures. Dans certains cas, l'intervention du gouvernement a eu des répercussions sur l'exploitation réelle des stations. L'administration publique catalane a récemment pris le contrôle de la propriété et de la gestion des deux principales stations de ski du Pallars Sobirà (Esport Esquí et Port Ainé), comme cela s'était déjà produit avec les stations de Núria (Ripollès) et La Molina (Cerdanya).
- 30 Les Pyrénées ont bénéficié de l'essor important du marché de l'immobilier et du secteur du bâtiment en Espagne ces 20 dernières années. Durant plus d'une décennie, le bâtiment a été l'un des principaux secteurs de l'économie nationale, avec 700 000 nouveaux logements construits en 2004 dans toute l'Espagne. Dans les Pyrénées, la majorité des projets immobiliers de grande envergure ont été associés à la mise en œuvre d'importantes infrastructures touristiques de sports d'hiver. L'extension de Baqueira Beret à Alt Àneu et la création d'une nouvelle station de ski dans le Vall Fosca ont été au centre du débat public concernant le bon modèle de développement pour les communautés de hautes montagnes. Dans le premier cas, l'entreprise voulait non seulement augmenter la surface et la longueur des pistes avec 186 nouveaux hectares et diversifier l'accès routier avec une nouvelle entrée dans le Pallars Sobirà, mais a aussi construit 40 000 m² de nouvelles résidences secondaires. Dans le second cas, la station de montagne du Vall Fosca a été initialement présentée comme un projet de construction (1 085 nouveaux appartements) associé au développement d'un centre touristique comprenant une nouvelle station de ski (qui dans un second temps, serait reliée à la station Boí Taüll, sur l'autre versant du massif dans l'Alta Ribagorça), un parcours de golf et d'autres établissements consacrés aux services (centre de congrès, balnéothérapie, etc.) conçus pour accroître la fréquence et la durée de séjour des visiteurs au-delà des mois d'hiver.
- 31 En 2000, un ancien front informel d'opposition sociale au projet d'extension de Baqueira s'est consolidé en un mouvement officiel. La présence à la tête de ce mouvement des groupes de défense de l'environnement et des clubs de randonnée poussèrent en retour des segments importants de la population locale à soutenir l'extension de la station de ski. La station a défendu sa politique d'extension à travers une rhétorique de développement durable menacée par une intervention présumée des activistes écologiques des villes. La solution adoptée par l'administration publique catalane tente de

satisfaire en partie les demandes des groupes opposés. D'une part, elle limite partiellement les plans d'extension de la station de ski sur des zones auparavant déclarées protégées tout en acceptant la possibilité de croissance sur d'autres territoires. La création du parc naturel de l'Alt Pirineu (le plus grand de Catalogne avec 69 850 hectares) a satisfait les demandes du mouvement de défense de l'environnement, investi dans la promotion des valeurs naturelles de la zone pour maintenir un type différent de tourisme, l'écotourisme, caractérisé par une empreinte écologique plus faible.

- 32 Les différents modèles touristiques et leurs effets sur l'environnement sont également au centre du mouvement d'opposition au complexe résidentiel d'Espui, dans le Vall Fosca (Pallars Jussà). Dans ce cas, le promoteur du projet a bénéficié d'un important soutien de la part des administrations publiques locales et régionales. Les choses ont cependant considérablement changé au cours de l'année passée en raison des effets directs des crises profondes que traverse actuellement le secteur de l'immobilier espagnol. L'entreprise a déposé le bilan en 2008 et suspendu les paiements, ce qui a complètement paralysé ses activités. Les travaux inachevés de la première phase, comprenant initialement 99 appartements, offrent un spectacle de désolation : terrassement massif, tranchées et matériaux de construction laissés un peu partout à l'abandon.
- 33 La station inachevée du Vall Fosca n'est toutefois pas le seul projet raté du secteur du tourisme d'hiver dans les Pyrénées catalanes. Les stations de ski fermées d'Era Tuca (Val d'Aran), Llessui et Bonavé (Pallars Sobirà) et Rasos de Peguera (Berguedà), avec leurs équipements et infrastructures abandonnés au sommet des montagnes, témoignent de la fragilité et de l'empreinte écologique considérable d'un modèle de développement touristique basé sur l'exploitation de la neige et la construction massive de résidences secondaires. La dépendance à la neige artificielle et l'incertitude liée au changement climatique nous forcent à mettre en doute la viabilité de ce secteur, d'autant plus lorsque l'on comprend que la rentabilité économique des stations de ski et, par conséquent, leur propre capacité à survivre, dépendent entièrement de leur taille. Comme mentionné plus haut, la seule station rentable des Pyrénées catalanes est la plus étendue. Les autres ont bénéficié de l'intervention de l'État ou reçoivent des subventions publiques pour pouvoir continuer à fonctionner.
- 34 Malgré leurs différences évidentes, le tourisme de masse, associé au ski, à d'autres sports de plein air et aux grands complexes résidentiels, et l'écotourisme, lié à la consommation des valeurs naturelles et culturelles des montagnes ainsi qu'à des modèles d'hébergement plus respectueux de l'environnement, font partie du même processus de transformation et se renforcent l'un l'autre. La pression du secteur de l'immobilier incite fortement à déclarer de nouvelles zones protégées. Le souci de limiter la généralisation des impacts environnementaux apporte aussi un certain degré de légitimité aux groupements de grande taille mais concentrés de résidences secondaires et d'infrastructures. La patrimonialisation de la nature (et certaines manifestations de la culture locale) ajoutent des valeurs distinctives au marché des loisirs. Le marketing touristique des montagnes souligne régulièrement ces mélanges. Les appartements du Vall Fosca ont été vendus avec le slogan « La nature marque votre destin ».
- 35 Les conséquences à long terme des deux modèles touristiques qui coexistent dans les Pyrénées catalanes sont difficiles à prédire. Bien que le tourisme d'échelle locale soit théoriquement moins agressif avec l'environnement et les communautés locales, nous ne pouvons pas oublier qu'il dépend de la présence de vieilles maisons désertées et de paysages abandonnés. Ce type de tourisme, tout comme le tourisme de masse, ne

dynamise les villages Pyrénéens que quelques semaines par an, même si les deux modèles ont évidemment des impacts différents sur le paysage montagnard. Le tourisme de masse génère une empreinte écologique significative, mais a également un impact considérable sur les économies locales. L'écotourisme, quant à lui, tente de réduire son impact sur l'environnement, mais ne produit comparativement que de faibles revenus économiques dans la région. La durabilité des deux modèles est inextricablement liée aux préférences et aux valeurs culturelles des acteurs sociaux impliqués. Les deux modèles de tourisme ont chacun leurs avantages et leur lot d'effets collatéraux. L'acceptation de l'un ou l'autre de ces modèles, ou d'une combinaison des deux, dépendra nécessairement du projet idéal de paysage et de territoire des différents acteurs sociaux impliqués.

BIBLIOGRAPHIE

- BOO E., 1990. - *Ecotourism: The Potentials and Pitfalls*. Washington DC, World Wildlife Fund.
- BUTLER R.W., 1994. - "Seasonality in Tourism: Issues and Problems". In A. Seaton (ed.) *Tourism: The State of the Art*. Chichester, Wiley, pp. 332-339.
- CAMPILLO X., FONT X., 2004. - *Avaluació de la sostenibilitat del turisme a l'Alt Pirineu i Aran*. Barcelona, Generalitat de Catalunya.
- COHEN E., 1988. - "Authenticity and commodification in tourism". *Annals of Tourism Research*, n°15, pp. 371-386.
- CRANDALL R., 1980. - "Motivations for leisure". *Journal of Leisure Research*, n°12, pp. 45-54.
- DARBY W., 2000. - *Landscape and Identity: geographies of nation and class in England*. Oxford, Berg.
- DICKS B., 1999. - "The View of our Town from the Hill: Communities on Display as Local Heritage". *International Journal of Cultural Studies*, n°2(3), pp. 349-368.
- GÓMEZ J., 1992. - *Ciencia y política de los montes españoles (1848-1936)*. Madrid, ICONA.
- HAENN N., 2005. - *Fields of Power, Forests Of Discontent: Culture, Conservation, and the State in Mexico*. Tucson, Arizona University Press.
- HARKIN M., 1995. - "Modernist anthropology and tourism of the authentic". *Annals of Tourism Research*, n°22, pp. 650-670.
- HONEY M., 1999. - *Ecotourism and Sustainable Development: Who owns paradise?* Washington DC, Island.
- HOWELL B.J. 1994. - "Weighing the risks and rewards of involvement in cultural conservation and heritage tourism". *Human Organization* n°53, pp. 150-159.
- KING D., STEWARD W., 1996. - "Ecotourism and commodification: protecting people and places". *Biodiversity Conservation*, n°5, pp. 293-305.
- KIRSHENBLATT-GIMBLETT B., 1998. - *Destination Culture: Tourism, Museums and Heritage*. Berkeley, University of California Press.

- PRATS L., 1997. – *Antropología y patrimonio*. Barcelona, Ariel.
- SCOONES I., 1999. – "New Ecology and the Social Sciences: What Prospects for a Fruitful Engagement?". *Annual Review of Anthropology*, n°28, pp. 479-507.
- STONICH S.C., 2000. – *The Other Side of Paradise: tourism, conservation, and development in the Bay Islands*. New York, Cognizant Common.
- URRY J., 1990. – *The Tourist Gaze: Leisure and Travel in Contemporary Societies*. London, Sage.
- VACCARO I., 2005. – "Property mosaic and state-making: Governmentality, expropriation and conservation in the Pyrenees". *Journal of Ecological Anthropology*, n°9, pp. 4-19.
- VACCARO I., BELTRAN O. (eds.), 2007. – *Ecología política de los Pirineos. Estado, historia y paisaje*. Tremp, Garsineu.
- VACCARO I., BELTRAN O., 2009. – "Livestock Versus 'Wild Beasts': The Contradictions of the Natural Patrimonialization of the Pyrenees". *Geographical Review* 99 (4), pp. 499-516.
- WHELAN T. (ed.), 1991. – *Nature Tourism: managing for the environment*. Washington DC, Island.

NOTES

1. Une première version de cet article a été publiée en 2007 dans la revue *Tourism Geographies* (9: 254-274) sous le titre « Consuming space, nature and culture: patrimonial discussions in the hyper-modern era » (La consommation de l'espace, de la nature et de la culture : discussions patrimoniales dans l'ère hypermoderne).
2. Nous incluons ici les stations de ski alpin et de ski de fond ainsi que les stations qui ont actuellement cessé de fonctionner mais qui ont laissé des traces considérables dans le paysage.
3. On peut citer, parmi tant d'autres, le Musée des Mines de Cercs, le Musée du Berger de Castellar de n'Hug, l'écomusée des Valls d'Aneu, le Musée des Bergers de Llessui ou le Musée des Raiers d'El Pont de Claverol.
4. Pour en savoir plus sur les conséquences locales de ces politiques, voir Gómez (1992) et Vaccaro (2005).

RÉSUMÉS

Au fil de ces pages, nous réfléchissons au processus de transformation des Pyrénées catalanes de zone périphérique et en déclin économique en centre touristique de qualité. La spéculation immobilière a remplacé le dépeuplement. La valeur économique et sociale du territoire a radicalement changé, la promotion des activités d'élevage peu rentables ayant cédé la place aux stations touristiques et aux parcs. Cet article analyse le processus de marchandisation et de patrimonialisation qui a réintégré la région sur les marchés de loisirs nationaux et internationaux en prêtant une attention particulière au rôle des pratiques de conservation, des stations de ski et des résidences secondaires. Enfin, nous tentons d'identifier les similitudes et les différences qui caractérisent les deux modèles touristiques émergents : le tourisme de masse contre l'écotourisme à l'échelle locale.

In these pages we reflect on the process of transformation of the Catalan Pyrenees from a peripheral and economically decaying area to a first-rate tourism center. Real estate speculation has replaced depopulation. The economic and social value of the territory has dramatically shifted as it has gone from supporting low profitability ranching activities to become the space where resorts and parks are built. The paper analyzes the process of commodification and patrimonialization that have reintegrated the area into the national and international leisure markets paying special attention to the role of conservation practices, ski resorts and second residences in such a process. Finally, we attempt to identify the similarities and differences that characterize the two emergent tourism models: mass tourism versus small scale ecotourism.

INDEX

Keywords : gentrification, leisure economy, patrimonialization

Mots-clés : économie de loisirs, embourgeoisement, patrimonialisation, Pyrénées

AUTEURS

ISMAEL VACCARO

Department of Anthropology y McGill School of Environment, McGill University,
ismael.vaccaro@mcgill.ca

ORIOL BELTRAN

Departament d'Antropologia Social, Universitat de Barcelona